La confiance de l'opinion allemande dans la coalition

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/125>

DOI : 10.4000/rea.125

ISBN : 978-2-8218-0844-7

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « La confiance de l'opinion allemande dans la coalition », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 74 | décembre 2005, mis en ligne le 19 juin 2008, consulté le 15 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/rea/125>

Actualité économique

La confiance de l'opinion allemande dans la coalition

➤ Analyse

L'opinion allemande a confiance dans le gouvernement Merkel. Quinze jours après la signature du Contrat de coalition, la moitié des Allemands (52 %) estime qu'il a réussi son entrée. Ils se recrutent parmi les proches des deux formations où l'approbation varie de 67 % (CDU/CSU) à 54 % (SPD), mais aussi chez les Verts (54 %). Les 38 % d'avis moins positifs se recrutent pour l'essentiel dans la nouvelle gauche extrême (61 % d'opinions défavorables) et parmi les proches du FDP (51 %), comme le révèle un sondage (ARD-DeutschlandTREND) réalisé par l'institut Infratest dimap les 29 et 30 novembre auprès d'un panel représentatif de 1 000 personnes de plus de 18 ans pour le compte du journal télévisé de la première chaîne publique (Tagesschau).

Une majorité des Allemands (61 %) a « confiance dans la capacité de la coalition à changer les choses » ; les 38 % qui estiment qu'il « n'en aura pas le courage » se recrutent dans l'opposition. Quant aux dissensions entre CDU/CSU et SPD sur la réforme des systèmes d'assurance santé et des retraites, elles semblent nourrir le doute, puisque 64 % des personnes interrogées pensent que les partis de coalition « ont commencé à se diviser sur des points importants ». Les Allemands n'en ont pas moins une bonne opinion de leur gouvernement : 85 % d'entre eux lui font confiance « pour représenter efficacement l'Allemagne à l'étranger », 75 % « pour améliorer la coopération entre Bund et Länder », et 50 % « pour susciter le retour de la croissance ».

Mais ils doutent de sa capacité sur une certain nombre d'autres questions : « se mettre d'accord sur un meilleur régime d'assurance maladie légale » (54 %), « maîtriser le budget et respecter les critères de Maastricht » (61 %), « réaliser des économies en respectant la justice sociale » (65 %), « réduire le chômage » (69 %) et « garantir l'avenir des retraites » (68 %). On voit là trois tendances : l'annonce de la suppression d'une série de niches fiscales, de la hausse de la TVA comme de restrictions dans le régime d'indemnisation chômage nourrit une grogne qui prend pour objet l'(in)justice sociale de ces mesures. Par ailleurs, les débats virulents sur le choix de société qu'impliquent les réformes en matière de retraites et de santé sèment le doute, d'autant que les Allemands ont pris conscience des défis démographiques. Enfin, ils tiennent leur scepticisme quant à la consolidation budgétaire à la fois de l'expérience des quatre années écoulées comme du flou actuel sur l'évolution des finances publiques.

Un Allemand sur deux (49 %) estime « qu'Angela Merkel est une bonne chancelière » ; 17 % seulement se montrent critiques. Mais les Allemands sont dans l'expectative : un tiers d'entre eux n'a pas encore d'opinion. Néanmoins, 55 % des personnes interrogées disent « qu'elle a très bien géré son entrée en fonctions » (38 % étant de l'avis contraire). Une large majorité (68 %) déclare « je trouve qu'il est important d'avoir pour une fois une femme à la tête du gouvernement ». Mais A. Merkel n'est pas la seule à bénéficier d'une bonne image. A la question de savoir s'ils sont « satisfaits/très satisfaits » du travail de leurs femmes et hommes politiques, les Allemands placent certes leur chancelière en tête (59 %), mais créditent de presque autant de voix le nouveau président du SPD, Matthias Platzeck (58 %), le ministre de l'Intérieur Wolfgang Schäuble (CSU, 56 %) comme l'ancien président du SPD et vice-chancelier, Franz Müntefering (55 %).

Interrogés sur la question de savoir pour quel parti ils voteraient « s'il y avait dimanche prochain des élections au Bundestag », les Allemands ont réitéré presque à l'identique (à ± 1 point près) le résultat du scrutin du 18 septembre. Ils n'ont certes pas encore eu le temps de juger de l'action de leur gouvernement fédéral, installé depuis quelques jours seulement, mais leur choix révèle aussi plusieurs tendances lourdes qui se dessinent dans l'opinion ces dernières années. Elles sont mises au jour par diverses enquêtes, dont une étude réalisée par la Fondation Bertelsmann et qui se fonde sur un sondage réalisé pour son compte par l'institut TNS-Emnid les 8 et 9 août derniers auprès d'un échantillon représentatif de 1 006 personnes de plus de 14 ans. L'étude révèle que l'écrasante majorité des Allemands (84 %) est favorable à la poursuite des réformes de l'Etat et de la société. La hiérarchie des champs de réformes qu'ils considèrent comme fondamentales est intéressante : plus d'engagement pour l'enfance (89 %), des décisions administratives plus compréhensibles (75 %), la débureaucratization (74 %) et des réponses adaptées aux mutations démographiques (74 %).

Plus révélatrice encore est la perception qu'ils ont des changements intervenus au cours des cinq dernières années : si 52 % des sondés disent en avoir constaté au niveau de

61 % ont confiance dans la capacité du gouvernement à réformer...

... mais ils n'en conservent pas moins leur réalisme

Pour la moitié des Allemands, « A. Merkel est une bonne chancelière »

84 % des Allemands pour la poursuite des réformes

Ils n'ont guère perçu les réformes du gouvernement Schröder

l'Etat et de l'administration, ils sont encore 44 % à affirmer n'avoir pas constaté de changement (cette part s'élève à 57 % des moins de 30 ans). Autrement dit : quelle qu'en soit la raison (repli sur soi, perception sélective, faible intérêt des plus jeunes pour les médias d'information), ils n'ont pas mémoire des réformes intervenues sous le gouvernement Schröder en matière de santé, de retraites, ni des lois Hartz. Cela est confirmé par les réponses portant sur le détail des réformes mises en œuvre : si la réforme du système de santé à encore été perçue par 23 % des sondés (tous âges confondus), les autres, à commencer par celle des retraites, tombent en dessous de 14 %. Un seul thème a réellement retenu leur attention : les réformes du marché de l'emploi (38 % ; majoritairement des personnes en âge de travailler, donc concernées). Cela contribue à expliquer pourquoi ils plébiscitent la poursuite des réformes.

**Une notion floue du partage des rôles
entre Etat et individu**

Une clef pour comprendre ces contradictions réside dans leur acception du rôle de l'Etat. Ainsi, 69 % des Allemands estiment « *qu'il revient en première ligne à l'individu d'assumer la responsabilité de son bien-être* » ; seulement 26 % estimant que ce rôle revient à l'Etat. La valeur de responsabilité individuelle au fondement du « modèle rhénan » est donc bien ancrée dans les mentalités – mais seulement le concept. Car dès qu'on leur pose la question en termes concrets, les Allemands en appellent à la responsabilité de l'Etat. Ainsi, la formation scolaire relève des responsabilités publiques pour 84 % d'entre eux. Mais il en va de même du soutien aux personnes dans le besoin (66 %), alors que cette mission relève outre-Rhin en priorité de la société civile ; *idem* pour la protection contre le chômage (66 %) qui relève des partenaires sociaux... On peut en conclure que la notion de l'Etat qu'ont aujourd'hui les Allemands est devenue très floue. Ce constat, qui n'est pas isolé, a certainement guidé Angela Merkel lorsqu'elle a évoqué dans son discours de politique générale la « *communauté de destin* » qu'est l'Allemagne, rappelant les responsabilités partagées – collectivités, partenaires sociaux, citoyens – dans l'évolution du pays. Il guidera aussi l'effort de pédagogie des réformes.

**L'Etat comme un garant de
l'épanouissement personnel**

La même étude révèle que l'Etat est aussi considéré majoritairement (66 %) comme le « *garant d'une vie libre et auto-déterminée* ». Il s'agit dès lors, certes, d'une valeur fondatrice du « modèle rhénan » (la subsidiarité), mais revue et corrigée au fil des générations comme des mutations des valeurs : la liberté individuelle signifie aujourd'hui le désir d'un mode de vie permettant l'épanouissement personnel. C'est là la manifestation d'une tendance lourde au *re-grounding* que décèle l'institut Sinus-Sociovision dans la société allemande. Ce ressourcement à des valeurs fondatrices simples mais revisitées offre aux Allemands un cadre d'orientation et une stabilité indispensables dans un monde en mutation accélérée et d'une grande complexité.

**Oui aux réformes – non à un
changement brutal de paradigme**

Or c'est justement « *cette aspiration au re-grounding [qui] a déterminé l'issue des élections au Bundestag* », explique dans sa *Newsletter (Navigator, n° 2/05)* l'institut Sinus-Sociovision : « *les Allemands sont prêts pour des réformes, mais pas pour la réforme – au sens d'un changement radical de paradigme* ». Le scrutin exprime aussi leurs contradictions : une majorité d'entre eux accepte les réformes de l'Etat social parce qu'elle en a compris intellectuellement la nécessité ; mais dans le même temps, elle a peur d'être entraînée dans un avenir incertain et de perdre son confort matériel. Les Allemands ont compris dans l'ensemble que *plus* de prospérité est désormais inenvisageable ; ils se contentent d'espérer le maintien du *statu quo*. Or ces aspirations contrastent avec le discours d'un monde politique qui prône le *moins* (de protection sociale, par exemple) pour *plus* de croissance (et de prospérité) – et qui est donc perçu comme profondément contradictoire avec la réalité. Peut-être est-ce la raison pour laquelle Angela Merkel a choisi de 'parler vrai' et de construire son discours sur la notion de liberté (« *Osons la liberté* »).

Le choix indirect des électeurs pour la grande coalition s'explique dès lors aussi par les contradictions entre leurs aspirations et l'alternative qui leur était proposée dans l'enceinte politique. Le premier terme de l'alternative : « *l'abandon de l'Etat-Providence... pour un modèle de société dominé par la concurrence et la performance individuelle..., avec pour récompense plus d'efficacité et de croissance* ». Le second : « *la préservation du 'capitalisme rhénan' et des valeurs de la 'Vieille Europe', donc du désir de sécurité matérielle et d'un environnement social chaleureux* », impliquant en contrepartie « *l'acceptation de l'intervention de l'Etat dans l'économie et la sphère de la vie quotidienne* ». Les trois quarts des Allemands ont opté pour cette seconde solution lors des élections. « *Les Allemands acceptent la complexité et l'imprévisibilité du monde, et ils sont ouverts aux réformes – à condition qu'elles se fassent pas à pas – ; mais ils refusent un changement de paradigme* ». La politique des « *petits pas* » que reprochait le FDP à la chancelière dès la fin de son discours est semble-t-il pourtant celle qui remporte l'adhésion générale, comme le montre la confiance que portent les Allemands à leur nouveau gouvernement de grande coalition. (IB)